



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2011-DLP/BUPE- **97** du **25 MARS 2011**

mettant en demeure la société RECYLUX à MORSBACH de respecter les dispositions des articles 8.1.5 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2008

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Livre V le Code de l'Environnement et en particulier l'article L.514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-97 en date du 30 décembre 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/83 du 4 avril 2008 autorisant la société RECYLUX à MORSBACH à exploiter une installation de collecte, triage et transit de déchets métalliques ;

VU les articles 8.1.5 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 4 avril 2008 ;

VU la visite d'inspection du 14 mars 2011 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 16 mars 2011 ;

Considérant que lors de la visite réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 14 mars 2011 il a été constaté que les dispositions des articles 8.1.5 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral susvisé n'étaient pas respectées ;

Considérant que le non respect de ces dispositions est de nature à engendrer des risques de pollution des sols, d'incendie et d'explosion ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er: Champ de la mise en demeure

La société RECYLUX, dont le siège social est situé ZAC de la Castines, rue des Sapins 54730 GORCY, est mise en demeure de régulariser la situation de ses installations sises 37 rue du Chemin de Fer à MORSBACH en respectant les dispositions des articles 8.1.5 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 2008 DEDD/IC-83 du 4 avril 2008, dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

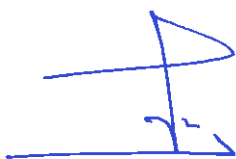
Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
La Sous-préfète de FORBACH
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de MORSBACH où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz,

Le Préfet,

Le Secrétaire Général *suppléant*



FRANÇOIS MERZORATI